

La nouvelle politique étrangère britannique

par Thierry Meyssan

La presse occidentale ne cesse de le répéter : en quittant l'Union européenne, les Britanniques se sont isolés du reste du monde et devront affronter de terribles conséquences économiques. Pourtant, la baisse du cours de la Livre pourrait être un avantage au sein du Commonwealth, une famille plus vaste que l'Union et présente sur les six continents. Pragmatique, la City pourrait rapidement devenir le centre mondial du yuan et implanter la monnaie chinoise au sein même de l'Union.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 4 JUILLET 2016

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL فارسی ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ TÜRKÇE عربي



Elizabeth II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'Antigua-et-Barbuda, de l'Australie, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Canada, de Grenade, des Îles Salomon, de la Jamaïque, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Saint-Christophe-et-Niévès, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Sainte-Lucie, et de Tuvalu.

Les États-Unis restent inquiets sur leur capacité à convaincre l'Union européenne de participer activement à l'Otan et sur la volonté du

Royaume-Uni de poursuivre l'alliance militaire qu'ils ont construit depuis 1941 pour dominer le monde. Car, contrairement aux allégations des dirigeants européens, le Brexit n'isole pas le Royaume-Uni mais lui permet de se retourner vers le Commonwealth et de nouer des contacts avec la Chine et la Russie.

L'embrigadement des Européens dans l'Otan

Les États-Unis et le Royaume-Uni avaient prévu de pousser les membres de l'Union à annoncer l'augmentation de leur budget militaire à 2 % de leur PIB lors du sommet de l'Alliance à Varsovie (8 et 9 juillet). En outre, un plan de déploiement de forces à la frontière russe devait être adopté incluant la création d'une unité logistique jointe de l'Otan et de l'UE, permettant de mettre en commun des hélicoptères, des navires, des drones et des satellites.

Le Royaume-Uni était jusqu'à présent le plus important contributeur de l'Union en matière de Défense avec près de 15 % du budget Défense de celle-ci. En outre, il commandait l'opération *Atalante* de sécurisation des transports maritimes au large de la corne de l'Afrique et avait mis à disposition des navires en Méditerranée. Enfin, il était prévu qu'il fournirait des troupes pour la constitution du groupe de combat de l'UE. Avec le Brexit, tous ces engagements deviennent caducs.

Pour Washington, la question est de savoir si Londres acceptera ou non d'augmenter son investissement direct dans l'Otan —dont il est déjà le second contributeur— pour compenser ce qu'il faisait au sein de l'UE, mais sans en tirer de profit particulier. Bien que Michael Fallon, le ministre de la Défense britannique actuel ait promis de ne pas saper les efforts communs de l'Otan et de l'UE, personne ne voit pourquoi Londres accepterait de placer de nouvelles troupes sous un commandement étranger.

Par conséquent et surtout, Washington s'interroge sur la volonté de Londres de poursuivre l'alliance militaire qu'il a construite avec la Couronne depuis 1941. Bien sûr, il ne faut pas exclure que le Brexit soit une mise en scène des Britanniques pour renégocier à leur avantage leur « relation spéciale » avec les « Américains ». Cependant, il est beaucoup plus probable que Londres espère étendre ses relations à Pékin et à Moscou

sans pour autant lâcher les avantages de son entente avec Washington.

Les agences secrètes anglo-saxonnes

Durant la Seconde Guerre mondiale et avant même leur entrée en guerre, les États-Unis ont conclu un pacte avec le Royaume-Uni explicité par la *Charte de l'Atlantique* [1]. Il s'agissait pour les deux pays de s'unir afin de garantir la libre circulation maritime et d'étendre le libre-échange.

Cette alliance s'est concrétisée avec l'accord des « *Cinq yeux* » qui sert actuellement de base à la coopération entre 17 agences de Renseignement de 5 États différents (les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que trois autres membres du Commonwealth : l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande).

Les documents révélés par Edward Snowden attestent que le réseau *Echelon* dans sa forme actuelle constitue « une agence de renseignement supranationale qui ne répond pas aux lois de ses propres États membres ». Ainsi, les « Cinq yeux » ont-ils pu à la fois espionner des personnalités, comme le secrétaire général de l'Onu ou la chancelière allemande, et conduire une surveillance de masse sur leurs propres ressortissants.

Identiquement, en 1948, les États-Unis et le Royaume-Uni fondèrent une seconde agence supranationale, le Bureau des projets spéciaux (*Office of Special Projects*) qui commande les réseaux *stay-behind* de l'Otan connus sous le nom de *Gladio*.

Le professeur Daniele Ganser a montré que ce Bureau avait organisé quantité de coups d'État et d'opérations terroristes en Europe [2]. Si dans un premier temps, on a relevé que la « stratégie de la tension » visait à prévenir l'arrivée au pouvoir par la voie démocratique de gouvernements communistes en Europe, il est apparu qu'elle visait surtout à alimenter la phobie du communisme et à justifier la protection militaire anglo-saxonne. De nouveaux documents déclassifiés ont montré que ce dispositif existe en dehors de l'Europe pour le monde arabe [3].

Enfin, en 1982, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie créèrent une troisième agence supranationale dont de pseudos-ONG —la NED et ses quatre filiales : l'ACILS, le CIPE, le NDI et l'IRI— forment la partie visible [4].

Elle s'est spécialisée dans l'organisation de coups d'État camouflés en « révolutions ».

Bien qu'il existe une impressionnante littérature sur ces trois programmes, on ignore tout des agences supranationales qui les chapeautent.

La « relation spéciale »

Les États-Unis qui se sont proclamés indépendants en se séparant de la Couronne ne se sont réconciliés avec le Royaume-Uni qu'à la fin du XIXe siècle (le « Grand rapprochement »). Les deux États s'allièrent lors de la guerre contre les Espagnols à Cuba, puis pour l'exploitation de leurs comptoirs coloniaux en Chine. C'est-à-dire au moment où Washington se découvrit une vocation impérialiste. En 1902, un club transatlantique fut constitué pour sceller l'amitié retrouvée, La Société des Pèlerins (*The Pilgrims Society*). Il est traditionnellement présidé par le monarque anglais.

La réconciliation fut scellée en 1917 avec le projet commun de création d'un État juif en Palestine [5]. Et les États-Unis entrèrent en guerre aux côtés du Royaume-Uni. Depuis lors, les deux États partagent divers moyens militaires, y compris par la suite, la bombe atomique. Cependant, lors de la création du Commonwealth, Washington refusa d'en faire partie se considérant comme l'égal de Londres.

Malgré quelques accrochages lors des attaques britanniques contre l'Égypte (canal de Suez) ou contre l'Argentine (guerre des « Falklands »), ou encore lors de l'attaque états-unienne contre la Grenade, les deux puissances se sont toujours étroitement soutenues.

La Couronne assura le financement du début de la campagne électorale de Barack Obama, en 2008, faisant verser de généreuses contributions via le marchand d'armes irako-britannique Nadhmi Auchi. Lors de son premier mandat, un grand nombre de collaborateurs directs du nouveau président étaient secrètement membres de la Société des Pèlerins, dont la section états-unienne était alors présidée par Timothy Geithner. Mais le président Obama s'en sépara progressivement donnant l'impression à la Couronne qu'elle n'était pas payée en retour. Les choses empirèrent avec ses propos acerbes contre David Cameron à *The Atlantic* [6] et la visite des époux

Obama à la reine Elizabeth II pour son anniversaire n'a pas recollé les morceaux.

Le Commonwealth

En se désengageant de l'Union et en s'éloignant des États-Unis, le Royaume-Uni ne se trouve pas isolé du tout, mais peut à nouveau faire jouer sa carte maîtresse : le Commonwealth.

On a complètement oublié qu'en 1936 Winston Churchill lança l'idée d'incorporer les États actuels de l'Union européenne au sein du Commonwealth. Sa proposition se heurta à la montée des périls et à la Guerre mondiale. Ce n'est qu'après la Victoire que le même Churchill lança l'idée des « États-Unis d'Europe » [7] et convoqua la Conférence du Mouvement européen à La Haye [8].

Le Commonwealth est une organisation de 53 États membres qui n'a de politique qu'en matière de valeurs anglaises de base : égalité raciale, état de droit, droits de l'homme face à la « Raison d'État ». Cependant, elle propose à ses membres de développer les affaires et le sport. En outre, elle met en commun des experts dans tous les domaines.

La reine Elizabeth II, qui est la souveraine de 16 États membres, est le chef du Commonwealth (titre électif non héréditaire).

Que veulent les Britanniques ?

Vu de Londres, ce sont les États-Unis qui ont rompu la « relation spéciale » en cédant à la démesure (*hubris*) du monde unipolaire et en conduisant seuls leur politique étrangère et financière. Et ceci au moment où ils ont cessé d'être la première puissance économique du monde et la première puissance militaire conventionnelle.

Dès lors l'intérêt du Royaume-Uni est de ne plus placer « tous les œufs dans le même panier » ; de conserver les instruments communs qu'il possède avec Washington tout en s'appuyant sur le Commonwealth et en liant de nouvelles relations avec Beijing et Moscou, soit directement, soit

via l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Précisément, le jour du Brexit, l'OCS acceptait en son sein deux membres du Commonwealth, l'Inde et le Pakistan, elle qui n'en comprenait aucun jusque-là [9].

Si l'on ignore tout des contacts que le Royaume-Uni a dû déjà prendre avec la Russie, on peut observer son rapprochement avec la Chine.

En mars dernier, le London Stock Exchange, qui gère les bourses de la City et de Milan, révéla son projet de fusion avec Deutsche Börse, qui gère la Bourse de Francfort, la chambre de compensation Clearstream et l'Eurex. Il était prévu que les deux sociétés décident de l'opération juste après le référendum sur le Brexit. Cette annonce était d'autant plus surprenante que les règlements européens interdisent formellement cette opération qui équivaldrait à créer une « position dominante ». Elle supposait donc que les deux sociétés anticipent la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

En outre, le London Stock Exchange annonçait un accord avec le China Foreign Exchange Trade System (CFETS) et devenait en juin la première bourse au monde à coter des bons du trésor chinois. Tous les éléments étaient posés pour faire de la City le cheval de Troie chinois dans l'Union européenne au détriment de la suprématie états-unienne.

Thierry Meyssan

[1] « [Charte de l'Atlantique](#) », par Franklin Delano Roosevelt, Winston Churchill, *Réseau Voltaire*, 14 août 1941.

[2] *Les Armées Secrètes de l'OTAN*, Daniele Ganser, Demi-Lune, 2006.

[3] *America's Great Game : The CIA's Secret Arabists and the Shaping of the Modern Middle East*, Hugh Wilford, Basic Books, 2013.

[4] « [La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique"](#) », et « [La NED, vitrine légale de la CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 janvier 2004 et 6 octobre 2010.

[5] « [Qui est l'ennemi ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 août 2014.

[6] « [La Doctrine Obama](#) », par Jeffrey Goldberg, *The Atlantic* (États-Unis), *Réseau Voltaire*, 10 mars 2016.

[7] « [Discours de Winston Churchill sur les États-Unis d'Europe](#) », par Winston Churchill, *Réseau Voltaire*, 19 septembre 1946.

[8] « [Histoire secrète de l'Union européenne](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 juin 2004.

[9] « [L'Inde et le Pakistan entrent dans le Groupe de Shanghai le jour du Brexit](#) », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, *La Jornada* (Mexique), *Réseau Voltaire*, 1er juillet 2016.

